

ADMINISTRATION :
Imprimerie F. RUEDI
 Lausanne
 3, Jumelles — Tél. 12-44

ABONNEMENTS :
 Suisse, 3 fr. par an; autres
 pays, 5 fr. par an.
 10 centimes le numéro.

La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'Humanité
 et pour l'organisation de son progrès »

Les membres de la Ligue pour la défense de l'Humanité fixent de leur propre gré le montant de leur cotisation.

Compte de chèques postaux : III. 496.

Envoi gratuit des statuts de la Ligue et de numéros spécimens de tous ses organes. S'adresser au secrétariat, Lausanne, 3 Jumelles.

Comité suisse de la Ligue : D^r Auguste FOREL ; Albert LOCHER, G. MÜLLER, conseillers nationaux ; A. SUTER, président du Conseil communal de Lausanne ; D^r TSCHUMI, D^r MOSER, conseillers d'Etat, Berne ; D^r R. BRODA ; A. SESSLER (Berne), D^r A. HUBER (Bâle), anciens présidents de tribunaux ; D^r A. de QUERVAIN, professeur à l'Université de Zurich ; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne ; E. RAPIN, pasteur, président honoraire de la Société vaudoise de la paix ; E. PEYTREQUIN, président du conseil d'administration du journal « La Libre Pensée internationale » ; H. HODLER, directeur du journal « Esperanto », Genève, etc.

Comité de patronage international : A. NAQUET, anc. sénateur, Paris ; Jean LONGUET, député de la Seine ; Gustave HUBBARD, ancien député de Seine-et-Oise ; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes ; Lino FERRIANT, procureur-général honoraire, Côme ; W. FÖRSTER, président du Bureau international des poids et mesures ; Dr. N. af URSIN, ancien vice-président de la Diète finlandaise ; D^r de Magalhães LIMA, ancien ministre de l'Instruction publique, Lisbonne, etc.
 Président de la Ligue : D^r R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».
 Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité suisse, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

Hair

par M^{me} NELLY ROUSSEL, à Paris

Je ne suis pas de celles qui disent : « La haine est, en elle-même, chose impie et mauvaise ; il faut l'extirper des cœurs ; c'est là notre devoir de femmes. » Je ne suis pas de celles qui prêchent l'amour pour tous les humains, le pardon pour tous les coupables. Si l'amour est une force, la haine en est une autre ; et l'une et l'autre créent, vivent, régénèrent. Seulement, il faut savoir hair, comme il faut savoir aimer. Eclairer l'amour et la haine, y faire entrer de la conscience, est une besogne de salut public.

Pour ma part, je hais, implacablement. Mais je ne hais point ceux qu'on m'ordonne de hair ; je ne hais point en aveugle, confondant les innocents et les criminels, toute une nation qui fut odieusement trompée. Je hais ceux qui, des deux côtés de la frontière, sont, à un degré quelconque, responsables de la grande tuerie : pangermanistes de là-bas, et « revanchards » de chez nous ; gallophobes et germanophobes, excitateurs de deux peuples pacifiques que leur instinct, comme leur intérêt, poussait à se rapprocher, à s'entendre, à travailler côte à côte au grand œuvre éternel de civilisation. Je hais ceux qui, partout, dans toute notre Europe sanglante et déchirée, ont, par leurs déclamations ou leurs intrigues, jeté les uns contre les autres des millions de pauvres gens trop crédules et trop dociles, — Oh ! oui, je les hais, ceux-là ! Et contre eux je crie vengeance...

Ils ne sont, ils ne furent jamais qu'une poignée, ces misérables ! — levain qui fait fermenter toute la pâte, germe d'infection auquel jamais ne s'opposèrent de suffisantes mesures prophylactiques. Pour quelques-uns, qui eurent l'horrible chance de ne point mourir avant l'éclosion du monstre qu'ils couvaient, j'imagine, je veux croire, que la vue de celui-ci est déjà un châtement. Ils en subiront un autre — un autre qui viendra de leurs victimes même, lorsque, les yeux dessillés, et comprenant enfin l'absurdité abominable des luttes fratricides, elles trouveront, dans la haine commune de ces « mauvais bergers », de ces guides félons qui les conduisaient à l'abîme, le premier terrain d'entente et de réconciliation.

De cette haine-là, haine justicière et généreuse, source d'amour et de bonheur, sauvegarde de la Paix, il nous appartiendra, à nous femmes, d'entretenir jalousement la flamme sacrée.

Cette guerre amènera-t-elle le triomphe de la démocratie en Europe ?

L'histoire nous rapporte plusieurs exemples d'enthousiasme belliqueux des masses populaires nourris par des espérances en la victoire de la liberté, coïncidant avec la défaite de l'ennemi extérieur. L'exemple le plus connu est celui de la lutte

entre l'Allemagne (et tout particulièrement la Prusse) d'un côté, Napoléon I^{er} de l'autre. Les poètes allemands demandaient au peuple allemand de se sacrifier pour la libération du territoire, pour la défaite du militarisme étranger, pour la victoire de la liberté et des droits populaires. Napoléon fut vaincu, mais la pire réaction s'empara de l'Europe. La sainte alliance réprima toutes les aspirations libérales et empêcha même pour longtemps la réalisation de ce rêve d'unité allemande qui, aux yeux des bardes belliqueux, devait être le résultat sûr de la victoire.

De même, de larges couches de la démocratie allemande croient sincèrement que la victoire de leurs oppresseurs, hobereaux et militaristes, sur les champs de bataille doit si profondément changer la mentalité de ceux-ci qu'ils seront prêts à concéder librement les droits populaires refusés depuis des dizaines d'années.

De nombreux socialistes allemands et autrichiens croient sincèrement être appelés à libérer le peuple russe de l'étreinte tsariste — en écrasant des millions de moujiks sur les champs de bataille ; des millions de prolétaires français et anglais croient de bonne foi pouvoir libérer l'Europe du fléau militariste — en *militarisant l'Univers* pour la lutte contre le militarisme prussien.

Chaque peuple saisit parfaitement la folie du voisin, mais ne comprend pas la sienne propre. Nous rencontrons toujours et partout le même défaut de logique. Chacun regarde comme sûr ce qu'il désire et néglige volontairement toutes les difficultés et tous les contre-arguments qui pourraient s'opposer à la réalisation de son rêve.

Ces illusions sont dangereuses parce qu'elles poussent les peuples les uns contre les autres. Et elles sont nourries tout particulièrement par la complexité des alliances européennes. Les prolétaires allemands et autrichiens n'auraient jamais applaudi à une lutte contre les démocraties française et anglaise. On leur a montré le « tsarisme à écraser » et c'est de cette manière qu'on a amené un protagoniste de l'entente franco-allemande, le député socialiste Frank, à s'engager comme volontaire et à se faire tuer à Lunéville par une balle française.

Il importe d'établir en face de toutes ces aberrations la corrélation véritable entre l'issue de la guerre et les possibilités de progrès démocratique. Envisageons l'une après l'autre les hypothèses différentes.

Des revers passagers des armées russes peuvent sans doute ébranler l'orgueil de la bureaucratie régnante. Les défaites de Mandchourie ont permis au peuple russe de conquérir sa charte demi-libérale ; les défaites de Pologne ont amené la constitution du bloc progressiste dans la Douma russe. Mais une vraie *défaite humiliante du peuple russe en armes* pourrait fort bien mener à tout autre chose qu'à la révolution sociale. Elle risquerait de souder en un bloc homogène la nation et sa dynastie nationale, de concentrer toutes les énergies populaires sur la

seule idée de la vengeance, de la préparation pour une apothéose militaire. Les courants populaires qui se font jour actuellement en Russie diffèrent de beaucoup de ceux de la guerre russo-japonaise. Alors, l'extrême-gauche russe désire la défaite de l'empire pour que celui-ci fût obligé de céder aux revendications du peuple. Aujourd'hui, les libéraux russes et même une partie des socialistes prêchent la guerre à outrance, croyant eux aussi — comble du paradoxe — que la victoire du tsarisme sur sa « mauvaise conseillère », l'autocratie allemande, aiderait à la victoire de la démocratie russe sur ses adversaires intérieurs.

Nous ne songeons point à défendre cette thèse grotesque, mais nous constatons que de larges couches de la démocratie russe y croient sincèrement. Les démocrates allemands qui croient agir en faveur de leurs frères russes, en s'associant à la guerre contre le tsarisme, agissent donc contre les désirs de leurs « frères » et ils risquent de les jeter définitivement dans les bras du tsarisme et de renforcer sa puissance redoutable.

De même, les démocrates français et anglais, en prêchant la guerre à outrance contre « l'Allemagne militariste », risquent d'unir les gouvernants et le peuple d'Allemagne dans une pensée commune de défense nationale. Ce phénomène ne paraît pas encore d'une manière claire parce que les armées allemandes bataillent en dehors du territoire national ; parce que l'annexionnisme proclamé comme but de la guerre par des couches influentes de l'empire a révolté une partie du socialisme allemand, prêt à défendre le pays contre le « tsarisme », mais opposé à toute guerre de conquête. Si, toutefois, les puissances occidentales réussissaient réellement à porter la guerre en territoire allemand, cette dissociation cesserait et les socialistes allemands s'uniraient à leur gouvernement comme les socialistes français se sont unis au gouvernement français « pour la défense du sol natal ». C'est encore une des illusions de cette guerre de croire que celui qui, provisoirement, n'ayant pas eu de chance dans les batailles doit lutter sur le sol national, fait pour cela une « guerre défensive ». Il se peut fort bien qu'une nation, ayant de graves responsabilités quant à l'origine de la guerre, mais n'ayant pas réussi à porter l'offensive chez l'adversaire soit obligée de défendre son propre territoire sans que pour cela, la moralité supérieure de la « guerre défensive » soit de son côté.

Mais peu important malheureusement ces considérations philosophiques pour la mentalité réelle des races et il est hors de doute que le succès même des armes françaises et anglaises rallierait tout le peuple allemand à la cause de la défense nationale, qu'il rendrait stériles les efforts de la démocratie allemande, *qu'il tuerait l'antimilitarisme en Allemagne*.

Et si on persiste à croire que le militarisme d'un peuple peut être détruit du dehors, qu'on se rappelle l'histoire prussienne entre Iéna et Leipzig. Une grande nation trouve toujours les moyens de se créer un armement nouveau et celui-ci devient

d'autant plus redoutable si l'étranger s'oppose à sa création.

L'espoir des démocrates allemands et français que la victoire de leur pays faciliterait l'avènement de la démocratie chez l'adversaire (en Russie et en Allemagne respectivement) est donc trompeur.

L'autre espoir que la victoire des armes permettrait une évolution démocratique chez soi, est encore beaucoup plus insensé.

Les libéraux russes croient et proclament qu'ils s'associent à la guerre pour que leur pays se transforme. Les démocrates allemands pensent de la même manière. Tous feraient, si leur pays était réellement victorieux, l'expérience renouvelée des démocrates allemands de 1813. Leurs oppresseurs, libérés de tous soucis du dehors, fiers de leur succès, confiant dans leurs méthodes gouvernementales « éprouvées dans la lutte et sacrées par la victoire », repousseraient toute proposition de changement ou de réforme.

Des observateurs impartiaux en Allemagne même ont admis que la victoire rapide aurait porté à son apothéose le parti des hobereaux et que ce ne sont que les revers qui ont commencé depuis la bataille de la Marne, qui ont diminué l'orgueil militariste et facilité ainsi l'avenir de la démocratie allemande.

Tenons toutefois à une nuance fort importante. La diminution du succès a été favorable à la cause libérale. La défaite complète par contre rallierait tous les adversaires à l'idéal de la vengeance et agirait dans le sens contraire.

Le problème est moins simple en ce qui concerne la France. Toutefois, un succès complet des armées françaises ouvrirait de vastes horizons de triomphe militaire et de politique annexionniste et impérialiste. Certes, la chose n'est pas sûre. Il se pourrait que l'idéalisme français, que l'idée du droit des peuples, que l'esprit de modération soient capables d'empêcher toute annexion de territoires étrangers habités par une population non consentante, soient capables de couper court aux visées impérialistes. C'est à cet effet que nous nous employons dans ce journal. Une victoire des armes françaises sur l'adversaire étranger, secondée par une victoire de l'idéalisme français sur l'esprit chauvin à l'intérieur, est concevable et ouvrirait de belles possibilités pour l'émancipation des peuples et pour une paix mondiale basée sur le droit. Mais nous autres pacifistes, nous nous gardons bien de prendre nos désirs pour des réalités et nous savons malheureusement que les chances de succès de nos idées sont moins grandes que celles du succès de nos adversaires impérialistes. Et dans ce dernier cas, la victoire même des armées françaises orienterait la mentalité des masses dans une direction qui écarterait toute préoccupation de réforme à l'intérieur.

Le danger serait doublement grave si les chauvins dans les pays alliés réussissaient réellement à désarmer le peuple allemand et à lui imposer la domination et l'arbitraire de ses voisins victorieux. Il faudrait, pour qu'un tel état de choses anormal pût subsister, que ces voisins, y compris la France, maintinssent une forte armée d'occupation en pays allemand, qu'ils employassent des procédés despotiques vis-à-vis du peuple vaincu qui ne manqueraient pas d'empoisonner la mentalité de la bureaucratie et lui feraient entrevoir l'application de méthodes similaires vis-à-vis des couches oppositionnelles en France.

Une vraie démocratie ne peut pas gouverner un peuple étranger par des méthodes despotiques. Si elle veut le faire, elle finit comme Rome a fini : L'esprit de domination appliqué d'abord au dehors, finit par tuer les droits populaires à l'intérieur.

Nous voyons donc que le succès militaire de l'Allemagne ou de la Russie serait désastreux pour le mouvement démocratique à l'intérieur et à l'extérieur des frontières respectives de ces pays. Nous voyons aussi que même une victoire des puissances occidentales, si elle n'était pas secondée par un épanouissement des idées pacifistes et humanitaires,

— malheureusement peu probable — ouvrirait de très graves possibilités d'avenir.

Faut-il donc craindre que n'importe quelle issue de la guerre ne soit défavorable à la cause démocratique, que cette guerre n'ait pas seulement tué des millions de membres actifs de la démocratie européenne, mais l'esprit même de tout mouvement vers l'émancipation populaire ?

Le danger existe. Mais il est moins grand aujourd'hui qu'en automne 1914, parce que les chances de victoire des uns et de défaite des autres ont beaucoup diminué. Tout fait croire et nous nous sommes souvent efforcés de le démontrer dans les colonnes de ce journal, qu'il ne sera possible de briser ni les lignes françaises, ni les lignes allemandes en France et en Russie, que la guerre ne pourra pas être terminée par des moyens militaires, qu'elle finira — très tard malheureusement — par l'épuisement général. Aucune puissance ne sera donc victorieuse, toutes seront défaites, dans ce sens qu'elles auront fait des sacrifices sans compensation aucune, qu'elles n'auront abouti à la réalisation d'aucun de leurs buts de guerre.

Cette fin de la guerre sera sans doute désastreuse pour le bien-être matériel de tous les peuples en cause. Mais elle pourra avoir des résultats salutaires pour leur recueillement moral. Ils finiront par comprendre que la guerre est devenue une « mauvaise affaire », que tous ceux qui l'on prêchée étaient de « mauvais bergers » ; qu'il faut établir des garanties de droit international, établir un pouvoir exécutif international qui empêcherait toute agression nouvelle. Se pénétrant de cette manière de voir, ils refuseront l'apothéose aux partis chauvins et aux classes sociales qui (tels que les hobereaux-officiers prussiens) tirent de l'état de paix armée le meilleur de leur influence sur le peuple en armes et sur la nation entière.

Toute nation vaincue par l'adversaire du dehors se rallierait autour de la bannière nationale, autour du drapeau de la revanche. Mais ces mêmes nations comprenant enfin qu'elles ont été frappées par leur propre aveuglement chauvin et impérialiste, ne pourront pas songer à se venger de l'ennemi du dehors, elles ne pourront aspirer qu'à se libérer de l'adversaire du dedans, de leur propre inintelligence et de ceux qui l'ont exploitée.

La guerre indécise qui, en réalité, serait une défaite de toutes les puissances belligérantes, ouvrirait donc de larges horizons à l'esprit de critique qui a toujours été le protagoniste des mouvements révolutionnaires et des mouvements de réforme. Il ouvrirait la voie au pacifisme régénérateur.

Faut-il demander aux peuples qu'ils désirent cette fin indécise de la guerre, qu'ils désirent l'infirmité de tous leurs sacrifices ? Ce serait demander trop. Mais on pourrait toutefois leur demander de comprendre la leçon des faits, de cesser d'aspirer à cet écrasement de l'adversaire qui est d'abord impossible au point de vue militaire, et qui serait ensuite nuisible à l'avancement de la démocratie européenne. On pourrait leur demander d'éviter au moins les sacrifices nouveaux de deux autres années de guerre.

Pourtant, tout cela ne serait que dans l'intérêt matériel des nations en cause. Au point de vue du succès de l'idée pacifiste et de la démocratie radicale, ces deux autres années de guerre, en augmentant les sacrifices et en exaspérant les masses populaires contre l'idée de guerre, pourraient même porter plus loin l'apothéose finale.

Au milieu de toutes ces tristesses de l'heure actuelle, c'est peut-être une certaine consolation de comprendre que le fléau de la guerre finira par se suicider et que l'excès de misère aboutira peut-être là où la raison humaine a échoué, qu'il mènera partout en Europe à l'avènement d'une démocratie pacifique.

Propositions pratiques

Tandis que la Société « Pro Juventute » s'est admirablement entendue à s'organiser d'une façon pratique, les propagateurs du pacifisme n'ont, jusqu'ici, pas su le faire. Cela est fort regrettable. Au lieu de nous lamenter, imitons « Pro Juven-

tute ». Cette Société a su s'y prendre en nommant à son service un agent général capable et dévoué (appelons-le A) avec traitement fixe, plus indemnité de déplacement.

La tâche de A pour « Pro pace » serait de désigner dans chaque commune une personne (B) régent, pasteur, médecin, n'importe, mais active, enflammée pour notre cause, influente et sûre ; puis de demeurer en correspondance avec elle, de lui envoyer les brochures nécessaires, les listes à signer, les affiches-réclames, etc. Tout le temps libre de A sera occupé à faire la navette, à secouer et stimuler les gens à l'aide des B, sans oublier les écoles normales et autres. Suivant les cas, un seul A nous suffit pour la Suisse, sinon l'on devra, selon les moyens, le doubler ou le tripler. Pour cela il faut un Comité central très actif.

La grande question est la question d'argent. « Pro Juventute » a su s'en tirer en émettant des timbres spéciaux, agréés par la Confédération et lui fournissant de grands moyens. Pourquoi ne pas faire de même ? Pourquoi ne pas choisir un banquier dévoué à notre cause qui nous aide à trouver les moyens nécessaires pour payer la ou les personnes A ? On pourrait commencer par un seul A en Suisse. Si, par exemple, 60 personnes fortunées veulent bien donner cent francs, pendant mettons d'abord deux ou trois ans (ce qui ne les ruinera pas), on pourrait déjà donner 4000 fr. à A qui pourrait en outre faire ses voyages et être indemnisé surtout à l'aide d'un abonnement général d'un an pour la Suisse.

Mais plus, il faudrait que les sociétés neutres au point de vue religieux, comme par exemple les Bons Templiers, l'Ordre pour l'action morale et sociale (I.O.E.K.) s'entendent avec nous pour préparer la paix future. L'I.O.E.K. est déjà très actif à cet égard. En lui fournissant par exemple les moyens nécessaires, on pourrait éviter la formation d'un nouveau Comité spécial. La grande affaire serait que notre Comité¹⁾, actuellement à St-Gall, s'entende avec lui et avec d'autres organisations existantes pour marcher de l'avant, dès que l'argent nécessaire sera trouvé.

Vouloir c'est pouvoir !

D^r A. FOREL.

Faudrait-il continuer la guerre

POUR

une question de gros sous ?

Le Journal de Genève, d'ordinaire fort bien informé, a publié en tête d'un de ses derniers numéros, un article fort intéressant de son correspondant français. Celui-ci dit avoir appris que l'Allemagne serait prête à négocier un traité de paix par lequel l'Alsace reviendrait à la France. Il ajoute toutefois que les milieux autorisés de la France n'accepteraient pas cette proposition, si l'Allemagne ne consentait pas en même temps à l'abolition entière du traité de Francfort, et surtout de ses clauses économiques.

La France ne désire pas accorder à l'Allemagne le traitement de la « nation la plus favorisée » ; elle voudrait se réserver la faculté d'accorder à d'autres nations des faveurs économiques qu'elle refuserait à l'Allemagne, etc.

Nous nous refusons de croire que cette manière de voir soit celle des milieux responsables de la République française. Continuer cette guerre sanglante pour pouvoir boycotter les marchandises allemandes, pour enrichir quelques industriels trop insuffisamment outillés pour affronter une concurrence plus moderne, — faire tuer des centaines de milliers de braves soldats français, pour pouvoir réaliser toutes ces proclamations puérides lancées par les « Liges antigermaniques » : Cette idée n'a pu venir aux hommes de haute valeur qui dirigent les destinées de la France. Mais cette idée peut fort bien être celle d'une minorité influente et l'ambiance passionnelle d'un pays en guerre ne permet peut-être pas suffisamment de discerner toute l'horreur d'une telle conception. Il n'est donc peut-être pas inutile de faire entendre une voix du dehors et de signaler le problème. Le signaler, cela suffira pour qu'il puisse être compris à sa juste valeur. L'idéalisme et le bon sens français en sont la garantie.

¹⁾ Comité de l'Association suisse pour l'étude des bases d'une paix durable.